LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE DU
CONSEIL REGIONAL D'ALSACE DE
L'ORDRE DES PHARMACIENS

CONSEIL REGIONAL
D'ALSACE

BAS-RHIN, HAUT-RHIN

Affaire ...

Décision rendue publique le 3 janvier 2008

Composée de : M. CHABROL, Premier Conseiller
du Tribunal Administratif de
Strasbourg, Président
M. Le Doyen PABST,
M. Le Professeur PESSON,
rapporteur, M. BARTH,
M. BETZ,
M. HEINIS,
Mme JACOB
Mme HUBERT
Membres du Conseil Régional

Par une plainte du 12 mai 2005, enregistrée le 20 mai 2005 sous le n° ... au secrétariat du Conseil régional d'Alsace de l'ordre des pharmaciens, M. le Directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Alsace, a demandé au Président du conseil régional d'Alsace de l'ordre des pharmaciens d'enregistrer la plainte qu'il a formé auprès dudit conseil à l'encontre de Mme A, pharmacienne à ..., inscrite au tableau de l'Ordre section A sous le N°..., et associée gérante au sein de la société d'exercice libéral (SEL) à responsabilité limitée de raison sociale « ... » avec M. B (associé réputé non exploitant) sur le fondement des articles R 4235-1 alinéa 5, R 4235-12, R 4235-13, R 4235-20 et R 4235-55 du code de la santé publique ;

Par une décision du 10 janvier 2006, M. Président du conseil régional d'Alsace de l'ordre des pharmaciens a décidé de traduire Mme A en chambre de discipline pour y répondre des faits reprochés dans la plainte sus-visée ;

a) de l'article R 4235-1 alinéa 5 du code de la santé publique aux termes duquel notamment: « Les dispositions du présent chapitre constituent le code de déontologie

des pharmaciens prévu à l'article L. 4235-1.5 ; Les dispositions du code de déontologie s'imposent à tous les pharmaciens et sociétés d'exercice libéral inscrits à l'un des tableaux de l'ordre.(...) Quelles que soient les personnes morales au sein desquelles ils exercent, les pharmaciens ne sauraient considérer cette circonstance comme les dispensant à titre personnel de leurs obligations.. » ;

b) de l'article R 4235-12 du code de la santé publique aux termes duquel notamment « Tout acte professionnel doit être accompli avec soin et attention, selon les règles de bonnes pratiques correspondant à l'activité considérée.(...)»;

c) de l'article R4235- 13 du code de la santé publique aux termes duquel : « L'exercice personnel auquel est tenu le pharmacien consiste pour celui-ci à exécuter lui-même les actes professionnels ou à en surveiller attentivement l'exécution s'il ne les accomplit pas lui-même.»;

d) de l'article R4235-20 du code de la santé publique aux termes duquel : « Les pharmaciens doivent veiller à maintenir des relations confiantes avec les autorités administratives. Ils doivent donner aux membres des corps d'inspection compétents toutes facultés pour l'accomplissement de leurs missions. » ;

e) de l'article R4235-55 du code de la santé publique aux termes duquel notamment: « L'organisation de l'officine ou de la pharmacie à usage intérieur doit assurer la qualité de tous les actes qui y sont pratiqués (...). » ;

M. Le Directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Alsace a relevé dans sa plainte que l'absence de Mme A dans l'officine ouverte au public a été constatée le 26 avril 2005 dans la matinée et en tout cas avant 10 h 43, heure où le pharmacien inspecteur de santé publique l'a appelé sur son téléphone portable, alors qu'elle est seule autorisée à l'exploiter et que la délivrance de médicaments avait été enregistrée à l'ordonnancier; que l'officine était laissée aux soins de collaboratrices non pharmaciennes ; que cette situation a de nouveau été constatée le même jour par le pharmacien inspecteur de la santé à 18 h 30 ; qu'il ressort de réponses antérieures apportées à des demandes d'explication du pharmacien inspecteur de la santé que l'adresse du domicile de Mme A constitue une méconnaissance de la distance le séparant de son officine et ne lui permet pas de rejoindre aisément cette dernière ; que des absences de sa part avaient déjà été constatées, sans qu'elle ait pris les mesures pour se faire remplacer, conformément aux dispositions des articles R 5125-39 et R 5125-41 du code de la santé publique, si ce n'est par M. B associé non exploitant; que ces absences et notamment celle du 26 avril 2005 se sont traduites par le relevé de différents manquements tels que l'absence du bon contrôle de la balance, de l'inscription de 31 préparations sur l'ordonnancier, de la présence de médicaments dans la surface accessible au public, du non respect des conditions de conservation à température dirigée ; que des contrôles précédents avaient révélés la non disponibilité du registre spécial des médicaments dérivés du sang (R 5121-195 du code de la santé publique) et la délivrance de Natead ; que ces faits témoignent d'un dysfonctionnement tant pharmaceutique que relatif à la collaboration au sein d'une société d'exercice libéral entre

pharmacien exploitant et non exploitant (M. B) ; que ce dysfonctionnement compromet le dispositif de pharmaco-vigilance ; que le remplacement de Mme A, en raison de son congé maternité par un pharmacien remplaçant à compter du 3 mai 2005, ne permettait pas à celui-ci, au vu de son contrat de travail, de couvrir ses absences le vendredi après-midi, le samedi et durant les gardes ; que le peu d'empressement de l'intéressée à remédier aux dysfonctionnements constatés sont révélateurs d'un défaut d'encadrement pharmaceutique qu'elle ne pouvait pas ignorer ; M. Le Directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Alsace fait connaître dans sa plainte qu'à ces faits s'ajoutent en outre ceux :

d'absence, simultanément à celle du titulaire, de tout pharmacien en capacité légale d'assurer son remplacement conformément aux dispositions des articles R 5125-39 et 41 ainsi que R 4235-15 et 16 du code de la santé publique ;

de maintien de l'officine ouverte alors que le pharmacien titulaire ne s'était pas fait remplacer (R 4235-50 du code de la santé publique ;

de délivrance en l'absence de tout pharmacien de médicaments relevant de la réglementation des substances vénéneuses (L 4241-1 du code de la santé publique) ; d'absence de documents permettant de décrire les attributions du pharmacien remplaçant(R 4235-14 du code de la santé publique) ;

de défaut d'octroi de facilités pour l'accomplissement de la mission de l'inspection régionale de la pharmacie (R 4235-20 du code de la santé publique);

relatifs aux contradictions dans les inscriptions au Conseil de l'ordre des pharmaciens de la situation exacte du pharmacien adjoint ainsi que de leur nombre comme du chiffre d'affaire de l'officine qui le détermine;

de déconsidération que fait peser sur la profession le fait de ne pas déclarer avec exactitude l'identité du pharmacien exploitant réellement l'officine tant auprès du maire de la commune qui ne compte que cette pharmacie et celui consistant à faire figurer sur la devanture de l'officine un autre nom que le sien en y mentionnant le nom de M. B (R 4235-52 du code de la santé publique) ;

de non respect des règles d'inscription à l'ordonnancier (R 5132-9 du code de la santé publique) ; de non respect depuis l'ouverture de l'officine des règles relatives à la délivrance des médicaments dérivés du sang et à leur pharmaco-vigilance (R 5121186 et 195 du code de la santé publique), au fractionnement applicables à cinq délivrance de stupéfiants (R 5132-30 du code de la santé publique), et, conséquemment, de non respect de l'actualisation des connaissances ainsi que le manque d'encadrement des personnels exerçant dans l'officine (R 4236-6 du code de la santé publique) ;

de défaut de soin et d'attention dans l'accomplissement d'autres actes professionnels (R 4235-12 du code de la santé publique) tels que le stockage des médicaments ou la pesée des matières premières entrant dans la composition des préparations ;

Vu la notification de la copie intégrale de la plainte de M. Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales d'Alsace à Mme A;

Vu le rapport de M. R désigné par le président du conseil régional de

l'ordre des pharmaciens pour instruire la plainte ;

Vu les autres pièces du dossier

Vu les convocations à l'audience

Vu le code de la santé publique,

Après avoir entendu à l'audience publique du 27 novembre 2007

M. R, en son rapport ;

Mme A, assistée de M. B, pharmacien titulaire à ..., en leurs observations orales ;

Après en avoir délibéré ;

Sur le bien fondé de la plainte :

Considérant qu'aux termes notamment de l'article R 4235-1 alinéa 5 du code de la santé publique: « Les dispositions du présent chapitre constituent le code de déontologie des pharmaciens prévu à l'article L. 4235-1.5 ; Les dispositions du code de déontologie s'imposent à tous les pharmaciens et sociétés d'exercice libéral inscrits à l'un des tableaux de l'ordre.(...) Quelles que soient les personnes morales au sein desquelles ils exercent, les pharmaciens ne sauraient considérer cette circonstance comme les dispensant à titre personnel de leurs obligations.. » ; qu'aux termes notamment de l'article R 4235-12 du même code : « Tout acte professionnel doit être accompli avec soin et attention, selon les règles de bonnes pratiques correspondant à l'activité considérée.(...) » ; qu'aux termes de l'article R4235-13 du dudit code: « L'exercice personnel auquel est tenu le pharmacien consiste pour celui-ci à exécuter lui-même les actes professionnels ou à en surveiller attentivement l'exécution s'il ne les accomplit pas lui-même. » ; qu'aux termes notamment de l'article R4235-20 du code de la santé publique : « Les pharmaciens doivent veiller à maintenir des relations confiantes avec les autorités administratives, ils doivent donner aux membres des corps d'inspection compétents toutes facultés pour l'accomplissement de leurs missions., » ; et enfin, qu'aux termes notamment de l'article R4235-55 du code précité : « L'organisation de l'officine ou de la pharmacie à usage intérieur doit assurer la qualité de tous les actes qui y sont pratiqués.

(...).»;

En ce qui concerne les faits :

Sur l'absence de Mme A de l'officine le 26 avril 2005:

Considérant que Mme A ne conteste pas avoir été absente lors de la venue du pharmacien inspecteur régional de santé publique le 26 avril 2005 ni même avoir indiqué où elle se trouvait lorsque le pharmacien inspecteur régional pour la joindre a été obligé de l'appeler sur son portable ; qu'au retour du pharmacien inspecteur régional le même jour à 18 h 20, l'absence de Mme A a de nouveau été constatée ; que cette absence l'avait été précédemment le 24 novembre 2004, ainsi que l'indique un courrier de Mme A en date du 23 février 2005, et alors qu'était seul présent ce jour là M. B, pharmacien, associé avec elle dans la société d'exercice libéral (SEL) dénommée « ... » ; que lors de l'inspection du 26 avril 2005, il a été constaté que des médicaments étaient accessibles au public;

Sur les dysfonctionnements constatés le 26 avril 2005:

Considérant que ce jour là, il a été constaté que le fonctionnement de la balance, et alors que 31 préparations étaient inscrites sur l'ordonnancier, ne faisait pas l'objet d'un contrôle ; que des médicaments étaient accessibles au public et que les conservations à températures dirigées ne faisaient pas l'objet de suivi; qu'à ces dysfonctionnements s'est ajouté celui résultant de l'absence de registre spécial concernant les produits dérivés du sang ; que Mme A, dans un courrier du 23 février 2005, admet la réalité de ces faits ;

Sur la domiciliation de Mme A :

Considérant qu'il ne ressort pas des pièces du dossier en raison de l'adresse personnelle de Mme A figurant sur sa carte d'identité que celle-ci soit à même de pouvoir être effectivement présente dans son officine ; que l'intéressée indique dans sa réponse du 23 février 2005 résider à ... mais assure, malgré des difficultés, pouvoir assurer l'exercice personnel auquel elle est tenue par le code de la santé publique; que, cependant, la présence de M. B, seul pharmacien titulaire d'une officine à ... a été constatée à plusieurs reprises dans l'officine de M. A alors qu'elle en était absente et ne lui avait pas consenti de délégation précise à cette fin; que, par suite, elle n'établit pas, ni pouvoir être personnellement présente de façon permanente aux jours et heures d'ouverture de son officine conformément à ce qu'exige sa fonction de seule exploitante de ladite officine ni, non plus, s'être faite remplacer en respectant les dispositions prévues à cet effet par le code de la santé publique ;

Sur le recrutement d'un pharmacien remplaçant :

Considérant qu'à la suite des inspections des 24 novembre 2004 et 26 avril 2005 Mme A s'est engagée, par un courrier du 29 avril 2005, à recruter un pharmacien remplaçant pour pallier ses absences ; que le contrat de travail dudit pharmacien qu'elle a adressé à l'inspection régionale de la pharmacie indique que celui-ci ne travaille pas le vendredi après-midi et le samedi ; que ce contrat de travail a été conclu aux fins de permettre le remplacement de Mme A durant son congé de maternité ainsi que l'indique la demande d'inscription du pharmacien remplaçant au conseil régional de l'ordre des pharmaciens ; que, par suite, Mme A ne pouvait pas, en raison des termes du contrat de travail du pharmacien en question, être remplacée durant la totalité des jours et heures d'ouverture de l'officine ;

Sur les relations avec l'administration :

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, et qu'il est constant, que les faits relevés lors des inspections de l'officine de Mme A, lesquels ont mis en évidence plusieurs défauts relatifs aux conditions dans lesquelles Mme A attestait être remplacée, n'ont fait l'objet de sa part d'aucune réponse étayée ; que ces défauts ont de nouveau été mis en évidence lors du compte-rendu d'une nouvelle inspection qui s'est déroulée le 13 octobre 2005 ; qu'en outre, dans deux courriers des 24 novembre et 16 décembre 2005, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales fait connaître au président du conseil régional d'Alsace de l'ordre des pharmaciens que les conditions de remplacement de Mme A ne correspondent pas aux obligations prévues par le code de la santé publique ; que les justifications de ses absences de l'officine sont manifestement tardives et insuffisantes; qu'ainsi les défauts d'organisation de l'officine dont elle est titulaire, leur permanence ainsi que le retard mis à y remédier effectivement ne témoignent pas du maintien de relations confiantes avec les autorités administratives au sens de l'article R4235-20 du code de la santé publique ;

Sur le défaut d'encadrement des préparatrices et apprenties.

Considérant qu'il ressort du rapport de M. R, du procès-verbal de l'audition de Mme A en date du 25 novembre 2005 et signé par l'intéressée comme des observations qu'elle a présentées lors de l'audience que l'intéressée reconnaît l'ensemble des faits contenus dans la plainte de M. Le Directeur régional des affaires sanitaires et sociales et dont copie intégrale lui a été transmise ; que les faits en cause, relevés à son encontre, font apparaître leur persistance dans le temps, y compris après le dépôt de la plainte, ainsi que cela ressort du rapport de M. R; qu'ils révèlent un manque de rigueur dans la gestion de l'officine que Mme A a été autorisée à exploiter depuis le 14 novembre 2003 ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la plainte qui repose sur le fondement de faits dont la matérialité a été établie et n'est pas contestée est bien fondée ;

En ce qui concerne les fautes :

Considérant que les faits établis par l'instruction ne sont pas contestés par Mme A qui, lors de l'audience, a indiqué n'être présente dans son officine qu'un seul jour par semaine ; qu'il en résulte que Mme A n'a pas respecté les obligations qui lui sont faites par les articles précités du code de la santé publique qui sont au fondement de la plainte ; que les faits relevés à l'encontre de Mme A sont de nature à justifier une sanction en application des dispositions de l'article L 4234-6 du code de la santé publique ;

Sur la sanction :

Considérant qu'aux termes de l'article L 4234-6 du code de la santé publique : « La chambre de discipline prononce, s'il y a lieu, l'une des peines suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme avec inscription au dossier.3° L'interdiction temporaire ou définitive de servir une ou la totalité des fournitures faites, à quelque titre que ce soit, aux établissements publics ou reconnus d'utilité publique, aux communes, aux

départements ou à l'Etat ; 4° L'interdiction, pour une durée maximum de cinq ans avec ou sans sursis, d'exercer la pharmacie ; 5° L'interdiction définitive d'exercer la pharmacie. Les deux dernières sanctions comportent l'interdiction définitive de faire partie d'un conseil de l'ordre. (...). » ;

Considérant que ces faits sont contraires à certains des devoirs généraux que doivent respecter les pharmaciens ; que Mme A n'a pas respecté l'obligation que le code de déontologie lui fait de veiller à ce que tout acte professionnel soit accompli avec soin et attention ; qu'elle n'a pas, dans l'exercice personnel auquel elle est tenue, exécuté elle-même les actes professionnels mentionnés dans la plainte ; que notamment, dans l'élaboration des préparations, elle n'a pas surveillé attentivement leur exécution ; qu'elle a induit en erreur autant le maire de la commune d'implantation de son officine que les usagers de celle-ci en faisant figurer sur la devanture de l'officine un autre nom que le sien ; qu'elle n'a pas veillé à maintenir des relations confiantes avec les autorités administratives et à donner aux membres des corps d'inspection compétents toutes facultés pour l'accomplissement de leurs missions en omettant de décrire les attributions du pharmacien qu'elle avait recruté pour la remplacer durant son congé maternité et en ne les informant pas de la situation exacte du pharmacien adjoint ; que ces faits sont de nature à caractériser, pour chacun d'entre eux, des fautes de nature à justifier une des sanctions prévues par l'article L 4234-6 du code de la santé publique ; que, par suite, et notamment en raison du fait que la situation qui a donné lieu à la présente plainte n'a pas fait l'objet de la mise en oeuvre d'une solution de nature à la faire définitivement cesser depuis le 26 avril 2005, date du premier constat effectué par l'inspection régionale de la pharmacie, et que celle qui est envisagée ne s'inscrit pas dans un échéancier crédible et précis, il y a lieu de prononcer à l'encontre de Mme A, en application de l'article L 4234-6 du code de la santé publique, la sanction de l'interdiction d'exercer la pharmacie durant une période de 18 mois ; que cette sanction, dans les circonstances de l'espèce, ne sera pas assortie du sursis ;

DECIDE :

Article 1: Il est prononcé à l'encontre de Mme A la sanction de l'interdiction d'exercer la pharmacie durant une période de 18 mois sans que cette sanction soit assortie du sursis ;

Article 2 : la présente décision prendra effet à compter du 19.05.2008

Article 3: la présente décision sera notifiée à Mme A, au Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, au Ministre chargé de la Santé et au Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens.

Délibéré dans la composition ci-dessus indiquée le 28 Novembre 2007.

Rappelle que la présente décision peut être frappée d'appel devant le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens dans un délai d'un mois à dater de sa notification, en application des articles R 4234-15 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Chambre de Discipline

R. CHABROL,

Signé

La secrétaire

V. RIEHL